

Document d'information : Suez viole le droit à l'eau

- Lorsque les contrats conclus par Suez ne donnent pas les retours espérés et que les coûts sont plus élevés que prévu, la société menace d'intenter des poursuites juridiques coûteuses pour faire pression sur les gouvernements des pays en développement.
- Suez conclut avec des quartiers pauvres des contrats restrictifs qui excluent l'expansion et l'entretien, empêchent les collectivités d'avoir accès à une eau propre et économique, contaminent l'environnement et aggravent la pauvreté et la faim.
- Suez ne respecte pas les proclamations des Nations Unies sur le droit à l'eau lorsqu'elle coupe l'approvisionnement en eau des familles à faible revenu dans les pays pauvres.
- À Buenos Aires et à Santa Fe, en Argentine, des groupes de citoyens ont exigé la résiliation de contrats avec deux sociétés contrôlées par Suez. Aguas Argentinas a quitté Buenos Aires en 2002, après avoir refusé de faire les investissements promis pour étendre l'infrastructure, tout en se permettant d'exiger des frais élevés, d'interrompre le service aux citoyens incapables de payer et de polluer les sources d'eau. Pendant les huit ans que la société a passés à Santa Fe, Aguas Provinciales n'a pas satisfait aux normes de base en matière de distribution de l'eau potable et n'a pas apporté les améliorations promises, en plus de menacer d'entreprendre des poursuites lorsque les citoyens demandaient la résiliation du contrat.
- La population de El Alto et de La Paz, en Bolivie, a organisé d'importants moyens de pression pour obliger le gouvernement à mettre fin à un contrat avec une filiale de Suez, Aguas de Illimani. Le contrat garantit à Aguas de Illimani un taux de rendement de 13% tout en laissant 200 000 résidents de El Alto sans accès à l'eau. Beaucoup d'autres ne peuvent pas payer les frais de branchement de 435 \$US – presque huit fois plus que le salaire minimum mensuel en Bolivie. Suez menace de poursuivre.
- Dernièrement, la ville de Laredo, au Texas, a annulé son contrat avec la filiale de Suez, United Water, lorsque la société a exigé plus d'argent que prévu dans le contrat.
- Les installations de traitement des eaux usées de United Water à Milwaukee ont connu des déversements d'égout à répétition. L'assureur de United Water a dû verser des indemnités aux résidents qui avaient subi des dommages lorsque les égouts ont refoulé dans leurs maisons.
- Les administrateurs de la ville de Jersey City ont été consternés d'apprendre, l'année dernière, que United Water avait vendu pour 1,2 million de dollars d'eau de la ville à d'autres collectivités du New Jersey, sans payer la ville de Jersey City.
- En 2003, le maire d'Atlanta a annulé le plus gros contrat privé d'eau en Amérique. Des promesses prévues dans l'entente de privatisation avec United Water n'avaient pas été respectées. De l'eau brune et sale sortait des robinets des résidences d'Atlanta pendant que l'entreprise tentait d'ajouter des millions de dollars de coûts à son contrat.
- À Halifax, en Nouvelle-Écosse, le gouvernement régional a annulé son contrat en partenariat public-privé avec la filiale nord-américaine de Suez, United Water. L'entreprise était à la tête d'un consortium qui a passé cinq ans à négocier un contrat visant à exploiter les usines de traitement des égouts. United Water a été remerciée de ses services lorsque le consortium a refusé d'assumer les risques inhérents à la gestion du système de traitement des égouts, incluant la responsabilité de se conformer aux normes environnementales dans l'avenir.